



Rexecode

# TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Septembre 2020

Focus

**L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME**

# Principaux résultats

## Trésorerie

La trésorerie des PME / TPE s'était fortement détériorée au printemps. Ce mouvement s'est poursuivi lors des trois derniers mois mais de manière moins marquée. **Les responsables de PME / TPE jugent toutefois leur situation de trésorerie plus favorablement que lors du trimestre précédent.** Ils redoutent dans leur majorité une nouvelle dégradation de leur trésorerie lors des trois prochains mois.

## Investissement

**Les intentions d'investissement des PME / TPE se sont fortement affaiblies en un an. Ce ne sont plus que 48 % des dirigeants de PME qui comptent investir cette année** contre 57 % un an plus tôt. 45 % des dirigeants anticipent une baisse de leurs dépenses d'investissement cette année. Cette proportion est toutefois bien moindre qu'en avril lors de notre précédente enquête. Ils étaient alors 60 % à anticiper les réduire. 16 % d'entre eux anticipent les augmenter (9 % en avril). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses et la part des investissements consacrés à l'extension des capacités recule.

## Accès au crédit

**Les conditions d'accès au crédit restent aisées en particulier en ce qui concerne le financement de l'exploitation courante** pour lequel 14 % des dirigeants de PME / TPE déclarent rencontrer des difficultés d'accès. Il s'agit de la proportion la plus faible depuis le lancement de notre enquête. 17 % des entreprises ont pour leur part rencontré des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion en légère hausse sur un an.

## Freins à la croissance

**Les contraintes de demande ont relégué au second plan les difficultés de recrutement en tant que principal frein à la croissance des PME / TPE.** 60 % des dirigeants citent les perspectives de demande dégradées comme un frein ; cette proportion était de 66 % en avril. La concurrence pèserait un peu plus fortement sur la croissance ce trimestre par rapport au précédent. Le niveau des fonds propres n'est en revanche perçu comme un frein à l'activité que pour 15 % des chefs d'entreprise.

## Impact de la crise

**Les chefs d'entreprise sont un peu moins inquiets quant à l'impact de cette crise sur leur chiffre d'affaires qu'en avril.** Si 83 % des dirigeants anticipent un impact négatif de la crise sur leur activité (91 % en avril), 49 % envisagent désormais un retour rapide de leur activité à la normale, proportion en hausse depuis fin avril (+14 pts). Surtout, 55 % estiment désormais disposer de la trésorerie nécessaire pour surmonter la crise (ils n'étaient que 30 % dans ce cas en avril). 3 % jugent cependant leurs difficultés de trésorerie insurmontables et 4 % envisagent de liquider leur entreprise. La proportion d'entreprises qui déclarent avoir maintenu les projets d'investissement ou d'embauches qu'elles avaient avant la crise a également progressé de 18 et 27 points respectivement par rapport à notre précédente enquête d'avril.

Seule une minorité (13 %) de PME / TPE a entièrement ou quasi entièrement mobilisé le PGE qu'elles ont obtenu. Par ailleurs, 19 % de celles qui ont obtenu ce prêt pensent le rembourser intégralement dès 2021 et 36 % le rembourser au moins partiellement dès cet horizon. Elles sont 41 % à envisager amortir la totalité du prêt sur plusieurs années et 4 % redoutent de ne pas être en mesure de le rembourser. Plus des deux tiers des PME bénéficiaires d'un PGE seraient favorables à la transformation de ces prêts en quasi-fonds propres. 30 % des dirigeants se déclarent prêts à ouvrir le capital de leur entreprise pour financer son développement ou la transmettre.

# SOMMAIRE

**01.** Résultats de l'enquête

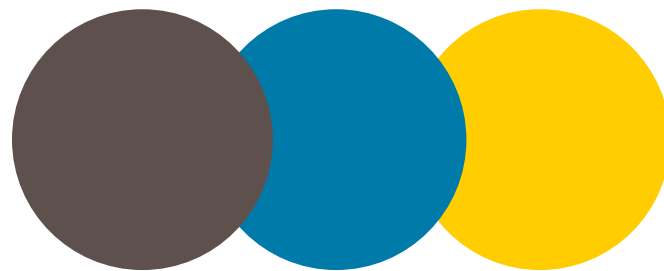
**02.** Focus – L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME / TPE

**03.** Méthodologie

**04.** Bpifrance Le Lab, Rexecode

**01.**

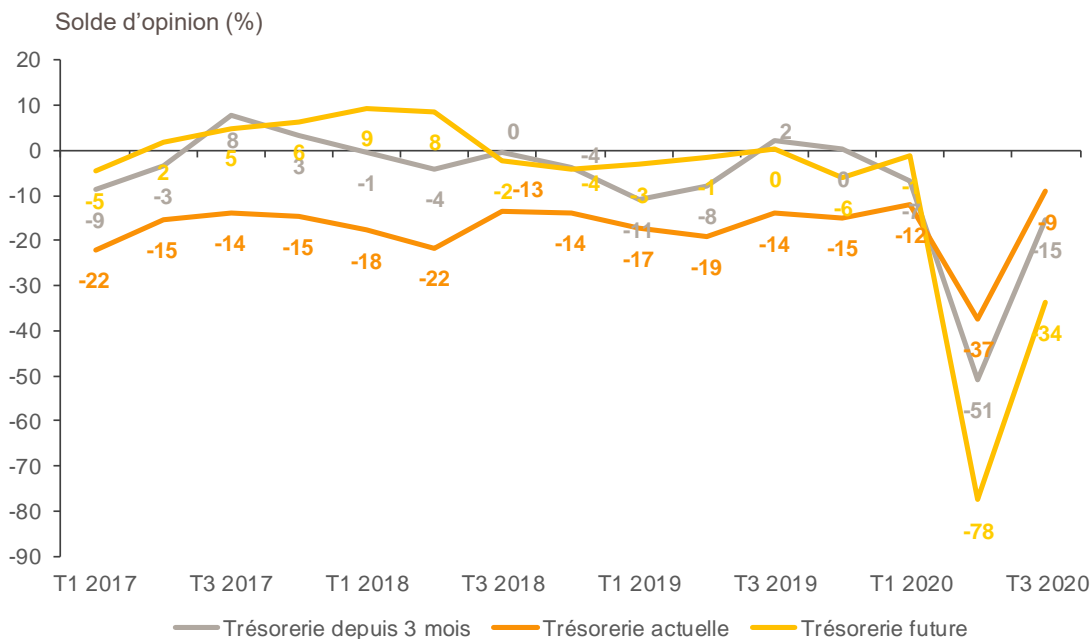
# Résultats de l'enquête



# Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation



**La situation de trésorerie des PME/TPE s'est détériorée au cours des 3 derniers mois mais bien moins que cela n'était le cas lors du trimestre précédent.** L'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie passée se redresse. A -15, il reste toutefois très inférieur à sa moyenne de longue période (-7).

**Toutefois, la situation de trésorerie est jugée bien plus favorablement qu'elle ne l'était au deuxième trimestre.** 17 % des chefs d'entreprise la jugent aisée (contre seulement 10 % précédemment). Surtout, ils ne sont plus que 26 % à la juger difficile (contre 47 % en avril dernier).

Une courte majorité de PME (51 %) s'attendent à ce que leur situation de trésorerie demeure stable. **La proportion de PME/TPE qui anticipent une dégradation de cette situation a été divisée par 2 entre avril et septembre. Elle n'est plus que de 41 %.** Notons toutefois que seules 8 % des PME attendent une amélioration de leur trésorerie.

👉 Malgré la violence du choc économique, la situation de trésorerie des PME a fait preuve de résilience, limitant ainsi les difficultés de paiement. L'accès aux financements et notamment aux PGE a contribué à cette résilience (voir infra).

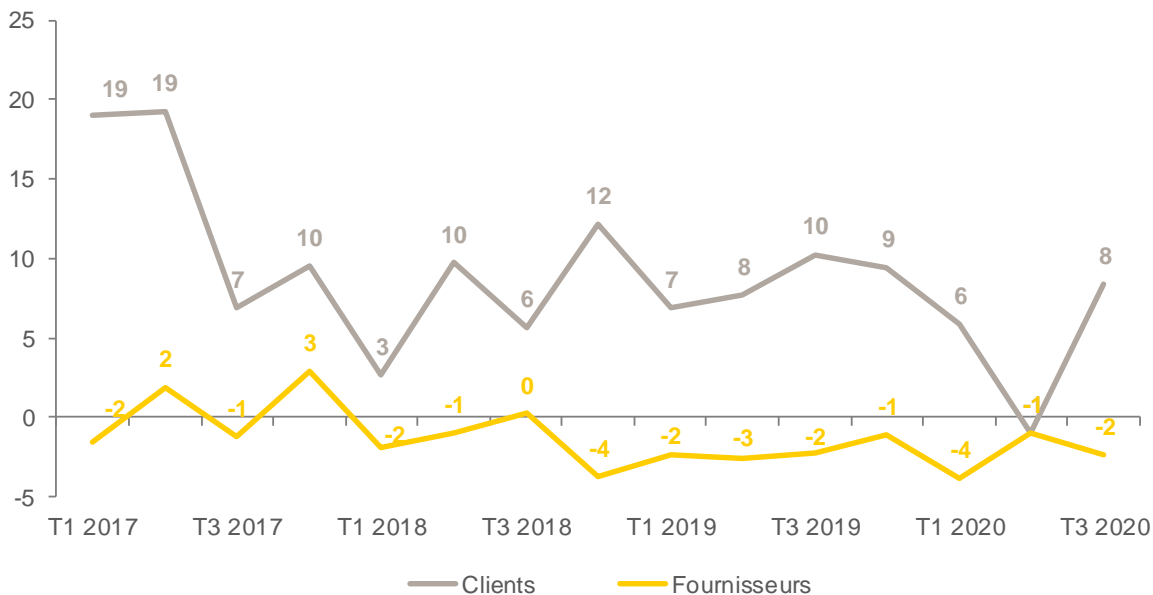
**Base :** Ensemble des répondants  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils : en augmentation / stables / en recul ?
- Vos délais de règlement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils : en augmentation / stables / en recul ... ?

Solde d'opinion (%)



Les délais de paiement des clients avaient, de manière un peu contre-intuitive, reculé au 2<sup>e</sup> trimestre selon les responsables de PME et TPE. Ce mouvement ne s'est pas confirmé par la suite et une courte majorité de chefs d'entreprise jugent que ces délais sont en augmentation.

Les délais de règlement vis-à-vis des fournisseurs sont quant à eux plutôt stables. C'est de fait l'opinion de 88 % des chefs d'entreprise interrogés.

👉 La remontée des délais de paiement des clients occasionne ainsi une dégradation du « solde commercial »\* subi par les PME/TPE.

**Note de lecture** : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

**Base** : Ensemble des répondants

**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

## 01. Résultats de l'enquête

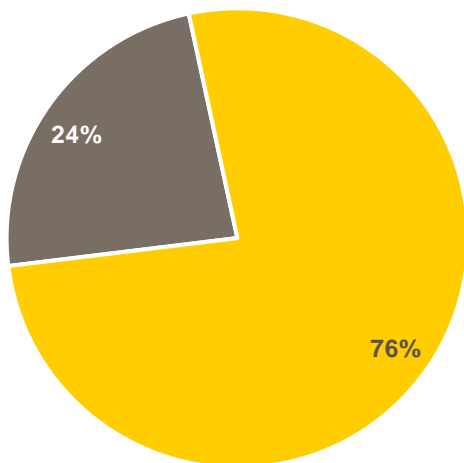
# Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, 76 % des PME/TPE ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en hausse sur un an (73 % au T3 2019).

% des répondants



- Aucun recours au crédit de court terme
- Recours au crédit de court terme

**Base :** Ensemble des répondants

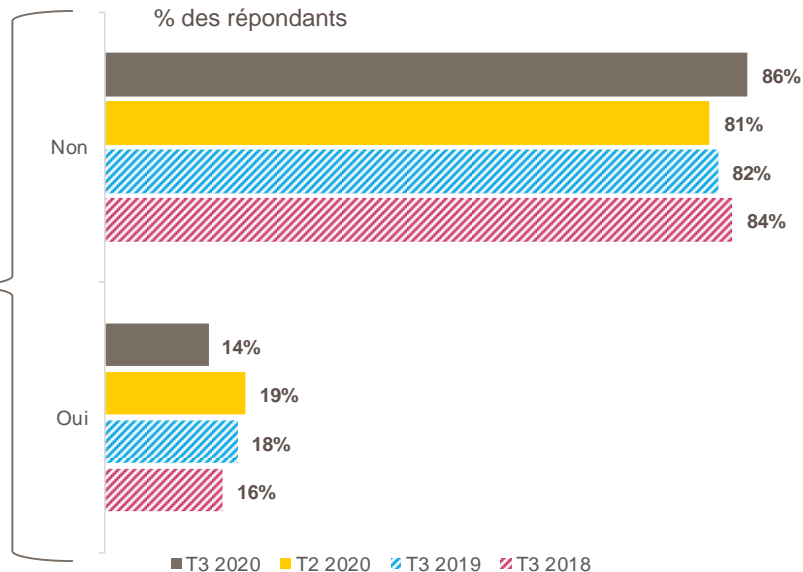
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

## 01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, seules 14 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant. Il s'agit de la plus faible proportion relevée depuis le lancement de l'enquête en 2017.

👉 **Les crédits de trésorerie n'ont jamais été aussi accessibles pour les PME/TPE que lors des derniers mois, comme le confirme la dernière enquête de la Banque de France\*.**

% des répondants



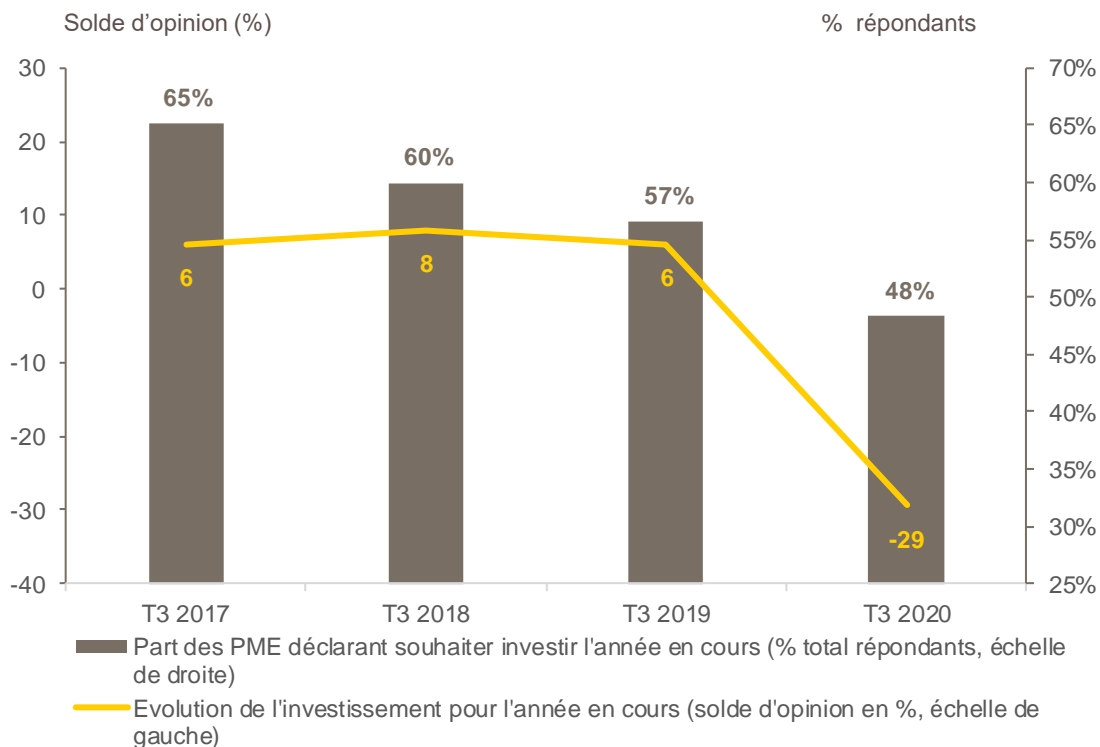
**Base :** Répondants ayant eu recours au crédit de court terme

**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse



**Base :** Ensemble des répondants  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

**Les chefs d'entreprise qui déclarent souhaiter investir en 2020 sont un peu plus nombreux qu'il y a 3 mois (48 % contre 37 % au T2).** Sans surprise, cette proportion reste très inférieure à celle relevée en moyenne lors des troisièmes trimestres depuis le lancement de l'enquête (61 %).

Le solde entre les opinions des chefs d'entreprise qui anticipent une baisse et ceux qui attendent une hausse de leur budget d'investissement est un peu moins dégradé qu'au troisième trimestre (-29 % contre -51 %). Ce sont encore 45 % des chefs d'entreprise qui déclarent réduire leurs investissements en 2020 par rapport à l'an dernier.

📌 **Ces observations sont en ligne avec la baisse de l'investissement dans la seule industrie attendue à -11 % selon l'Insee\*.** Ce repli pourrait être plus prononcé dans les secteurs non industriels.

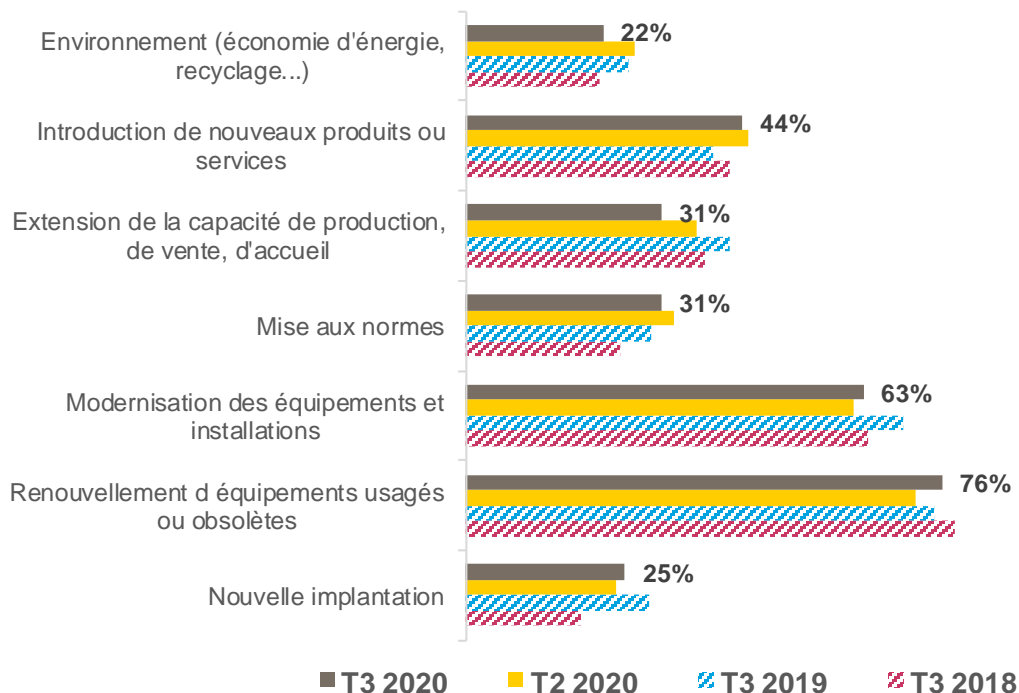


# Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants



Base : Répondants déclarant investir en 2020

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour l'année 2020, les 48 % de chefs d'entreprise qui comptent investir le feront principalement dans l'objectif de renouvellement et de modernisation de leurs équipements, en proportion plus forte qu'au trimestre précédent (resp. 76 % et 63 % des dirigeants déclarant investir pour ce motif contre 71 % et 62 % au trimestre précédent).

La part de l'investissement destinée à l'extension des capacités chute à 31 %, son plus faible niveau jamais relevé, celle de l'investissement dans une nouvelle implantation remonte un peu cependant (25 %).

La dimension environnementale (économie d'énergie, recyclage...) n'est plus l'objectif que de 22 % des projets d'investissement.

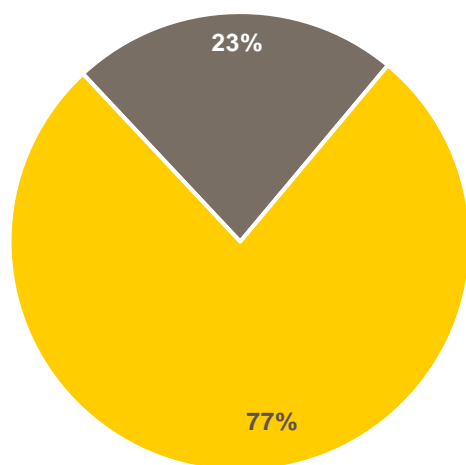
# Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

77 % des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2020 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion en recul sur le trimestre (79 % au T2 2020) comme sur un an (81 % au T3 2019).

% des répondants



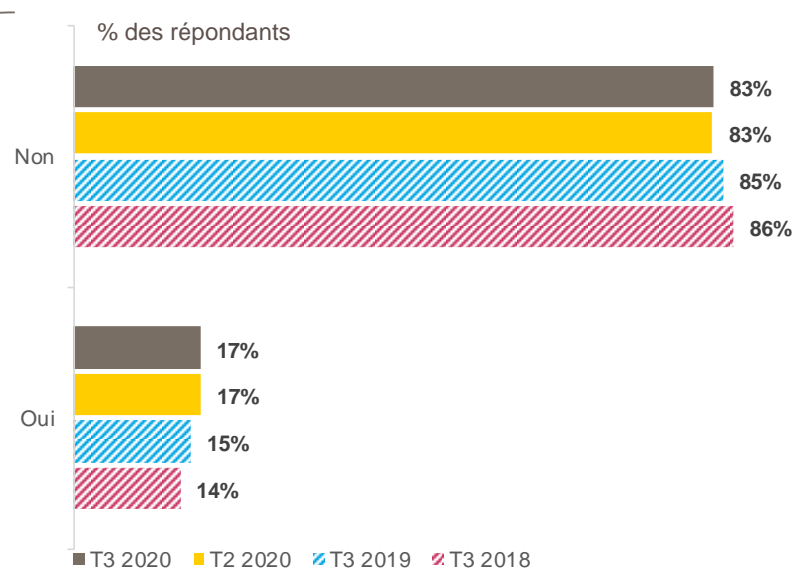
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2020  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 17 % des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements. Cette proportion est stable sur le trimestre et un peu plus forte qu'il y a un an quand elle était de 15 %.

👉 L'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME/TPE malgré un léger resserrement des conditions de crédit.

% des répondants

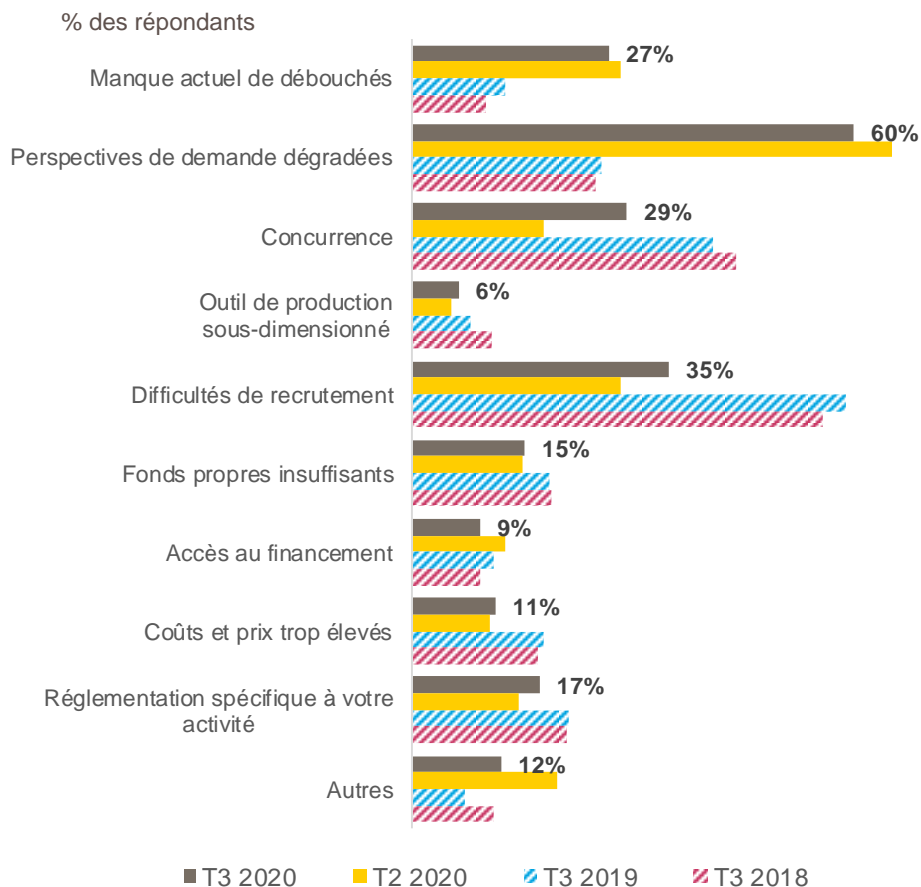


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2020  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

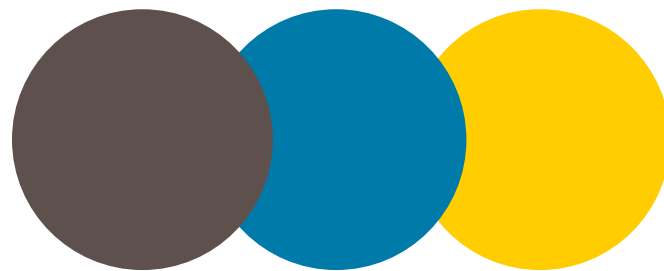
L'éruption de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a radicalement modifié la nature des freins à la croissance ressentis par les chefs d'entreprise. **Alors que depuis le lancement de l'enquête, les difficultés de recrutement avaient quasi-systématiquement été vues comme le principal frein à l'activité, c'est désormais le niveau de la demande, qu'elle soit actuelle ou anticipée, qui pèse sur l'activité.** Les perspectives de demande dégradées sont ainsi vu comme le premier frein à la croissance selon 60 % des chefs d'entreprise.

L'insuffisance de fonds propres demeure peu fréquemment citée parmi les freins à l'activité. Il en va de même pour des niveaux de coûts ou de prix jugés trop élevés ou pour ce qui concerne l'accès au financement.

Le niveau de concurrence redevient un élément fréquemment cité en pesant sur l'activité selon 29 % des chefs d'entreprise. Le poids de la réglementation semble également peser un peu plus ce trimestre que lors du précédent.

**02.**

# **Focus – L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE**



# L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE (1/6)



- Comment évalueriez-vous l'impact de la crise de la Covid-19 sur votre chiffre d'affaires annuel en 2020 ?
- Quelle reprise anticipez-vous pour votre entreprise ?

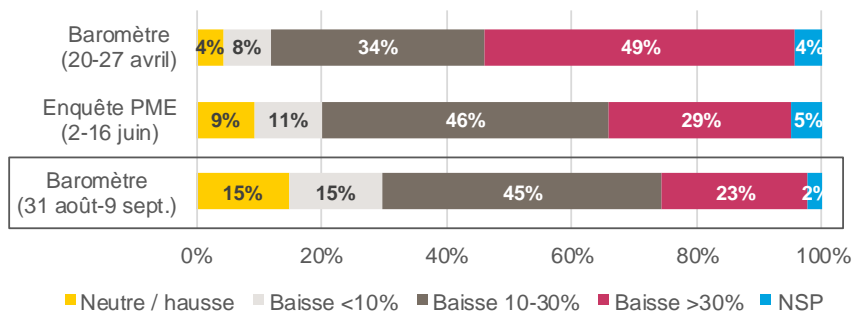
**Une très large majorité de dirigeants (83 %) estime que la crise amputera leur chiffre d'affaires annuel en 2020.** 45 % anticipent une baisse de chiffre d'affaires comprise entre 10 % et 30 % et 23 % prévoient une baisse supérieure à 30 %. Cette dernière proportion est en baisse, elle était de 41 % lors de notre précédente enquête.

15 % des chefs d'entreprise s'attendent à un impact neutre ou positif de la crise sur leur activité, une proportion en hausse de 10 points sur un trimestre.

**Interrogés sur la reprise d'activité de leur PME/TPE, 49% des dirigeants anticipent désormais un retour rapide à la normale, dont 45% toutefois sans rattrapage des pertes accumulées au printemps.** Cette proportion de 49 % est en hausse de 14 points par rapport à avril.

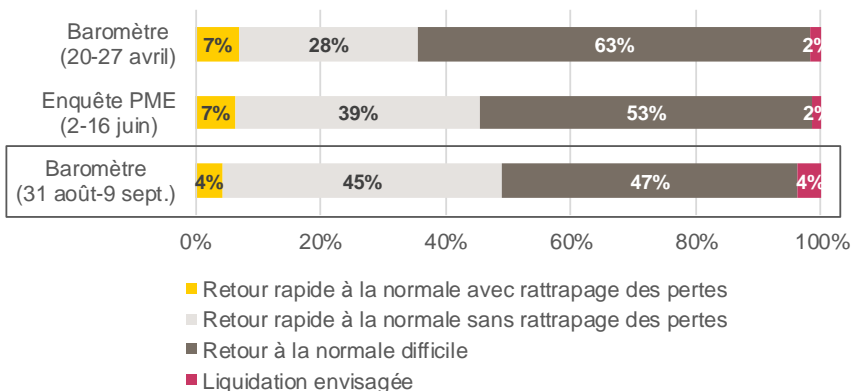
**À l'inverse, 47% des chefs d'entreprise anticipent un retour difficile de leur activité vers un niveau normal,** une proportion en baisse de 16 points depuis notre baromètre du mois d'avril. Ils sont également 4 % à envisager une liquidation de leur entreprise, une proportion deux fois plus élevée qu'en avril.

Quel sera l'impact de la crise de la Covid sur votre chiffre d'affaires ?



**Base :** Ensemble des répondants. Résultats redressés pour les 3 enquêtes (cf. méthodologie).

Quelle reprise anticipez-vous pour votre entreprise ?



**Base :** PME anticipant une baisse de leur chiffre d'affaires annuel en 2020 en lien avec la crise du Covid-19.

**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

# L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE (2/6)



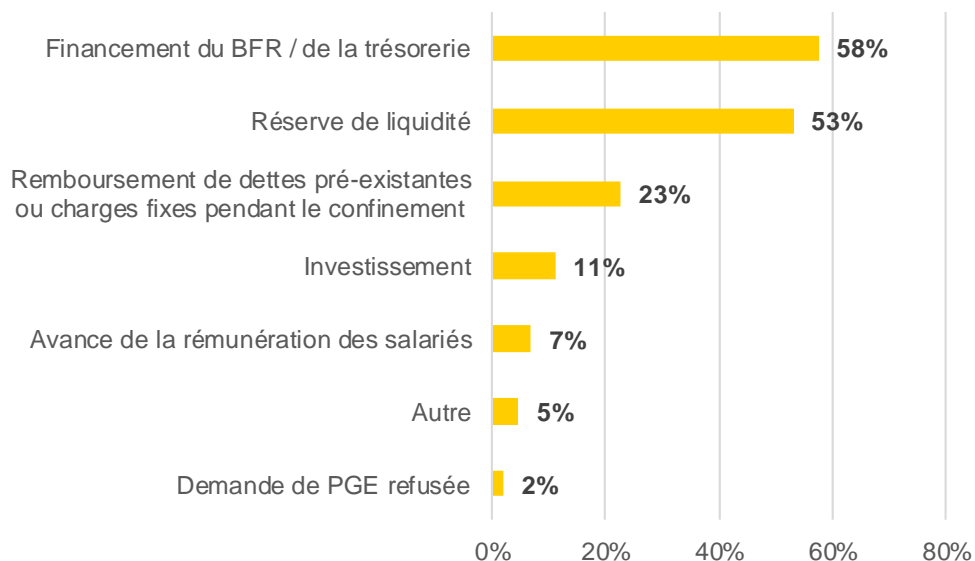
- Avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter une demande de Prêt Garanti par l'Etat (PGE) pour surmonter la crise ?

**Plus de la moitié des PME/TPE répondantes ont demandé un PGE (59 %).** Elles étaient 46 % à l'avoir fait lors de notre précédente interrogation et 27 % envisageaient de le faire. Elles ne sont plus que 6 % à envisager recourir à ce dispositif. 31 % n'envisagent pas d'y recourir (contre 22 % en avril dernier). Le Prêt Garanti par l'Etat (PGE) a ainsi été largement utilisé mais l'essentiel de sa montée en puissance semble achevée.

Le PGE a été affecté en priorité au financement du besoin en fonds de roulement des PME/TPE et de la trésorerie courante dans le cas de 58 % des PME/TPE. Une part importante du PGE n'a pas été dépensé et conservé en réserve de liquidité ; c'est le cas de 53 % des PME/TPE interrogées. Il a permis en partie de rembourser des dettes pré-existantes pour 23 % des PME/TPE et à financer des investissements pour 11 %. 7 % d'entre elles l'ont utilisé comme avance pour le règlement des salaires préalablement au remboursement au titre de l'activité partielle.

2 % des PME/TPE ont vu leur demande de PGE être refusée.

Principales utilisations du prêt garanti par l'Etat



Base : PME ayant sollicité ou comptant solliciter un PGE

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE (3/6)



- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous utilisé et à quelle échéance envisagez-vous de le rembourser ?
- Seriez-vous favorable à une transformation de votre PGE en quasi fonds propres (prêts participatifs par exemple) ?

**Les fonds obtenus dans le cadre des PGE ont été relativement peu mobilisés par les entreprises à ce stade.** 68 % de celles qui ont bénéficié d'un PGE n'ont utilisé qu'une minorité du montant du prêt ou ne l'ont pas mobilisé du tout. Seules 13 % d'entre elles déclarent l'avoir déjà mobilisé en totalité ou quasi-totalité.

**Une part importante des PME/TPE envisagent d'amortir rapidement leur PGE.** 19 % de celles qui ont obtenu ce prêt envisagent de le rembourser intégralement dès 2021 et 36 % le rembourser au moins partiellement. Elles sont cependant 41 % à envisager amortir la totalité du prêt sur plusieurs années et 4 % redoutent de ne pas être en mesure de le rembourser.

**Une très nette majorité de PME/TPE ayant bénéficié de ce dispositif serait favorable à sa transformation en quasi fonds propres,** par exemple sous le forme de prêts participatifs, à savoir des prêts qui ne commenceraient à être remboursés qu'à partir du moment où l'entreprise renouerait avec des résultats positifs.

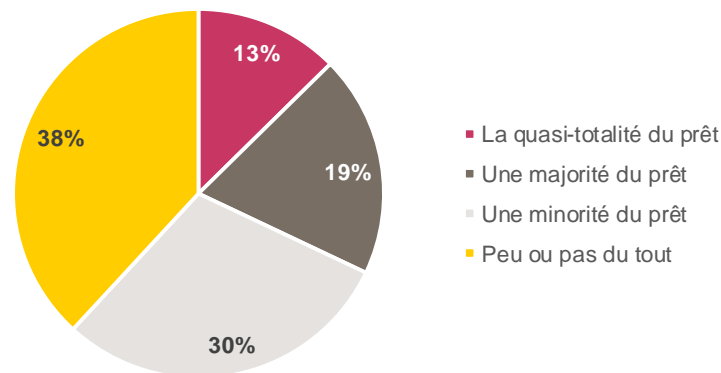
**55%**

des PME ayant obtenu un PGE envisagent l'amortir dès 2021 au moins partiellement

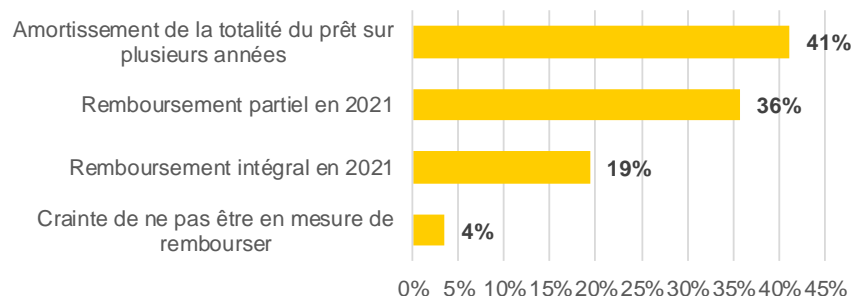
**69%**

des PME ayant obtenu un PGE sont favorables à sa transformation en quasi-fonds propres

Montant de PGE déjà utilisé



Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE (4/6)



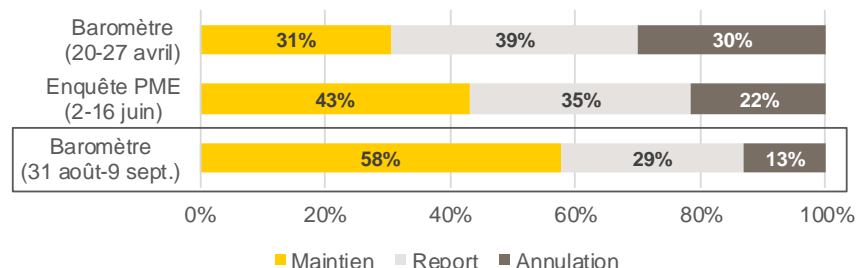
- Quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?
- Pour quelle(s) raison(s) principale(s) souhaitez-vous annuler ou reporter vos projets d'investissement ?
- De combien de temps la crise a-t-elle reporté vos projets d'investissement ?

Parmi les dirigeants qui avaient des projets d'embauche avant la crise (74 %), 58 % envisagent de les maintenir. Cette proportion est en forte hausse par rapport à notre enquête d'avril (31 % alors). 29 % les ont reportés et 13 % les ont annulés. En ce qui concerne les 78 % de dirigeants qui avaient des projets d'investissement, 45 % envisagent les maintenir (contre 27 % en avril), 38 % les ont reportés et 17 % les ont annulés.

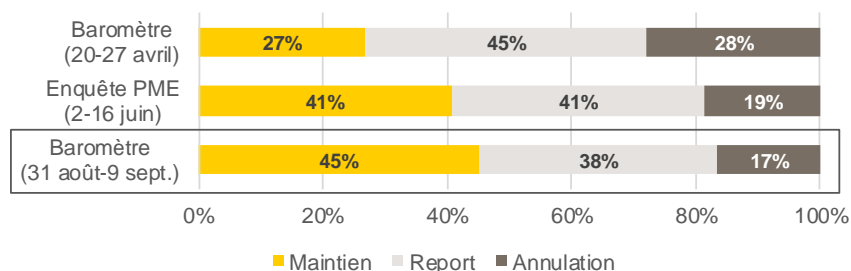
Les entreprises qui comptent reporter ou annuler leurs projets d'investissement le feraient surtout en raison des incertitudes élevées entourant l'environnement économique (pour près des 3/4 d'entre elles). Environ 35 % le feraient en raison de contraintes de trésorerie et 1/4 en raison de l'insuffisance des débouchés.

Les projets d'investissement reportés l'ont été pour une période comprise entre 6 mois et un an selon 47 % des PME/TPE et pour une période de plus d'un an pour 34 % d'entre elles. 16 % n'ont pas de visibilité sur la durée de ce report.

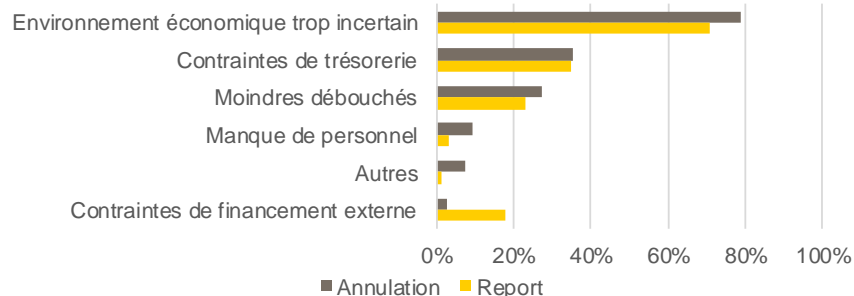
Intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauche



Intentions vis-à-vis des éventuels projets d'investissement



Principales raisons d'annulation ou de report des projets d'investissement



Base : Ensemble des PME / PME ayant l'intention d'annuler ou reporter leurs projets d'investissement.



# L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME/TPE (5/6)

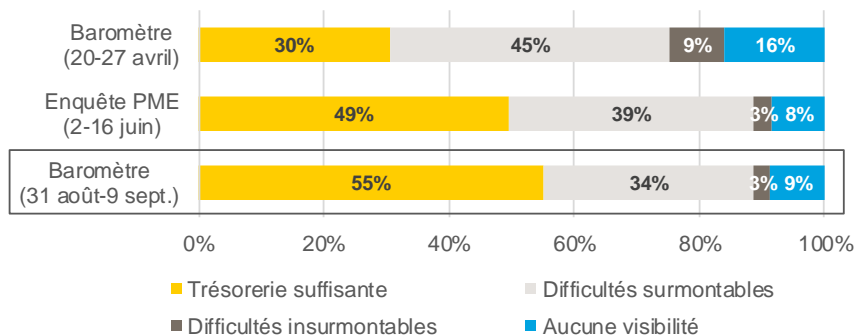


- Comment jugez-vous l'état de votre trésorerie au regard de la crise de la Covid-19 ?
- Estimez-vous que le niveau des fonds propres de votre entreprise exerce une contrainte pour aborder la phase de reprise en cours et les éventuels projets de développement ?

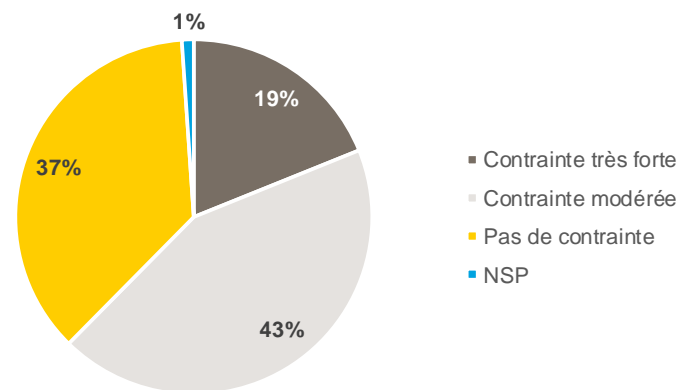
**55 % des dirigeants de PME/TPE estiment que le niveau de leur trésorerie est suffisant pour pouvoir surmonter la crise.** Cette proportion n'était que de 30 % dans notre précédente enquête d'avril. 34 % estiment rencontrer des difficultés de trésorerie mais qu'ils jugent surmontables. Seuls 3 % les jugent insurmontables (ils étaient 9 % dans ce cas dans l'enquête d'avril). 9 % estiment n'avoir aucune visibilité sur l'état de leur trésorerie au regard du choc de la crise.

**Le niveau des fonds propres est vu comme exerçant une contrainte forte pour les éventuels projets de développement dans le cas de 19 % des PME/TPE.** La contrainte des fonds propres, comme vu en p11, n'est pas perçue à ce stade comme une contrainte plus forte sur la croissance que les années passées. Cette contrainte est jugée modérée par 43 % des dirigeants et 37 % la jugent inexistante.

Etat de la trésorerie au regard de la crise



Contraintes exercées par les fonds propres sur le développement de l'entreprise



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# L'impact de la crise de la Covid-19 sur les PME (6/6)



- Dans le contexte de reprise de l'activité économique dans les prochains mois / trimestres, seriez-vous prêt à ouvrir votre capital ?
- Pour quels objectifs ?
- Sous quelle forme privilégiée le feriez-vous ?

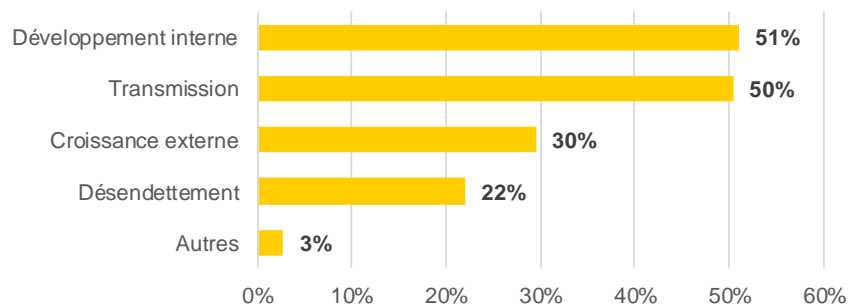
**30 % des dirigeants de PME/TPE se déclarent prêts à ouvrir le capital de leur entreprise** dans le cas où une reprise de l'activité économique se manifesterait dans les prochains mois/ trimestres.

Ils le feraient dans l'objectif du **développement interne de l'entreprise pour 51 % d'entre eux** mais aussi dans le cadre d'un projet de transmission pour une proportion quasi-similaire (50 %). 30 % le feraient avec un objectif de croissance externe tel que l'acquisition d'une entreprise et 22 % avec un objectif de désendettement de leur structure.

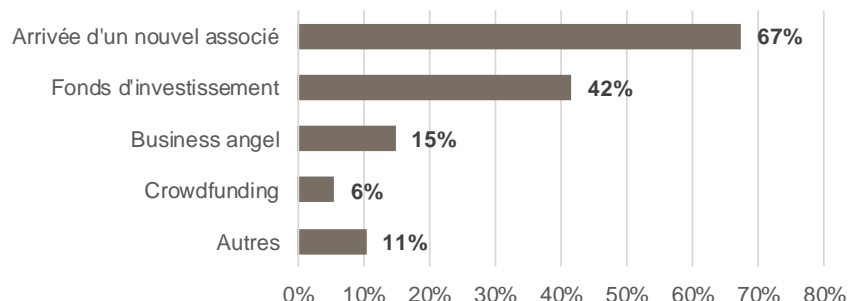
La forme privilégiée de l'ouverture du capital passerait par l'arrivée d'un nouvel associé dans 67 % des cas où une entreprise envisagerait l'ouverture de son capital. Elle passerait par des fonds d'investissement dans le cas de 42 % des PME/TPE concernées. Le recours envisagé à un *business angel*, à une solution de *crowdfunding* ou à toute autre solution sont plus marginales (respectivement 15, 6 et 11 % des cas)

**30%**  
des PME se déclarent prêtes à ouvrir leur capital en phase de reprise économique

Objectifs d'ouverture du capital



Principales formes d'ouverture du capital envisagées



Base : PME qui seraient prêtes à ouvrir leur capital

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**03.**

# **Méthodologie**



Interrogation par voie numérique de 1833 dirigeants de PME/TPE du 31 août au 9 septembre 2020. L'analyse en première partie porte sur les 645 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 639 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur l'impact de la Covid-19) comporte 10 questions autour de trois axes

Trésorerie, délais de paiement,  
financement court terme

Investissement, financement  
de l'investissement

Freins  
à la croissance

## Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**04.**

**Au sujet de...  
Bpifrance Le Lab et  
Rexecode**





# Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)